

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 3 JANVIER 2014

SOMMAIRE

- 1) De nouveau indemnisés
- 2) Les pauvres...
- 3) La finance...
- 4) Et la Bourse en 2014
- 5) Résistera, résistera pas
- 6) Enfin il réfléchit un peu...
- 7) Je ne voterai plus...



Gérard Diez La Presse en Revue



I) Les fonctionnaires de nouveau indemnisés dès leur premier jour d'absence

Dominique ALBERTINI



Le gouvernement Fillon avait instauré le jour de carence pour faire diminuer les absences d'une journée dans la fonction publique. (Photo Jean-Pierre Muller.AFP)

L'abrogation du jour de carence, institué par la droite, a donné lieu à une belle bataille de chiffres sur l'absentéisme dans le public.

Si le passage à la nouvelle année comporte son lot de nouveautés désagréables, en voilà une qui satisfera au moins les fonctionnaires : la suppression du jour de carence. Instaurée en 2012 par le gouvernement de François Fillon, cette mesure n'aura donc vécu que deux ans. Et depuis hier, les fonctionnaires voient leurs arrêts maladies indemnisés par la Sécurité sociale dès le premier jour.

Pour la précédente majorité, ce jour de carence visait à réduire le nombre d'absences chez les agents publics – bien que leur taux d'absentéisme sur la période 2003-2011 (3,7%) soit comparable à celui des salariés en CDI depuis plus d'un an (3,7%). Il s'agissait également de rapprocher le régime du public de celui du privé, où il y a trois jours de carence. Pour les deux tiers des salariés, cependant, ces jours sont couverts par des assurances privées dans le cadre d'accords de branche ou d'entreprise.

Concession

Dès son annonce, début 2013, par la ministre de la Fonction publique, Marylise Lebranchu, la

suppression de ce jour de carence a provoqué de sévères critiques. A droite, mais pas seulement : certains élus socialistes disent avoir constaté une baisse du nombre d'absences dans leurs collectivités depuis l'instauration du jour de carence. Pour beaucoup, son abrogation vise surtout à faire accepter aux fonctionnaires le gel de leur rémunération pour la cinquième année consécutive.

Les données les plus commentées ont été livrées début décembre par l'assureur Sofaxis – dont l'un des marchés est précisément l'indemnisation des arrêts maladie. Selon cette étude, les arrêts d'une journée auraient diminué de 43% dans les collectivités en 2012 et de 40% dans les hôpitaux. Une baisse directement imputable au jour de carence, selon l'assureur. Par ailleurs, deux enquêtes de la Fédération hospitalière sur des établissements représentant 44% de ses effectifs concluent à des baisses du nombre d'absences entre 3% et 7%, allant même jusqu'à 20% dans certains établissements.

«Inutile et inefficace»

En réponse, Marylise Lebranchu assure que «les enquêtes menées n'ont pas montré de réduction significative des absences de courte durée». La proportion de celles-ci serait passée de 1,2% à 1,1% dans la fonction publique d'Etat, de 0,8% à 0,7% à l'hôpital et serait restée stable à 1,1% dans les collectivités. Contradiction ? Non, car cette catégorie «courte durée» comprend toutes les absences inférieures à 15 jours. De plus, et bien qu'elle doute de la neutralité des sociétés d'assurance sur ce sujet, la ministre trouve dans l'étude Sofaxis un allongement de la durée des arrêts de travail de plus de 15 jours : +16% dans les collectivités, +10% dans les hôpitaux depuis 2007.

Bref, si les effets du jour de carence semblent frappants pour les arrêts d'une journée, ils seraient bien moins évidents sur le phénomène général de l'absentéisme. Son abrogation entraînera cependant 157 millions d'euros de coûts supplémentaires pour les administrations publiques. Un prix que le gouvernement est prêt à payer pour la fin d'une mesure jugée «injuste, inutile et inefficace». Marylise Lebranchu a cependant promis d'intensifier la lutte contre les arrêts de travail abusifs.

II) "Droits des pauvres, pauvres droits"

Par François Bazin



Qui connaît la réalité de la justice sociale ? Le dernier livre de Pierre Joxe est une plongée dans un univers d'une rare complexité où se débattent les plus démunis. Edifiant.



Au tribunal des prud'hommes de Toulouse, en juillet 2013 (SCHEIBER/20 MINUTES/SIPA)



Ministre de François Mitterrand, notamment à l'Intérieur et à la Défense, puis premier président de la Cour des Comptes, Pierre Joxe a siégé au Conseil constitutionnel de 2001 à 2010. Il publie aujourd'hui "Soif de justice. Au secours des

juridictions sociales" (Fayard).

Extraits de l'interview publiée dans "Le Nouvel Observateur" du jeudi 2 janvier 2014.

"Soif de justice", le livre que vous consacrez aujourd'hui aux juridictions sociales, se situe dans la lignée du précédent, consacré à la justice des mineurs. Même méthode d'enquête, même mise en perspective historique. Quel est le lien entre ces deux justices peu connues du grand public ?

C'est dans les antichambres des tribunaux pour enfants que j'ai d'abord mesuré les graves problèmes de cette justice-là. On passe beaucoup

de temps à attendre dans les couloirs des palais de justice. On y parle, on y discute. J'y ai rencontré des mères - elles sont toujours là ! - ayant des problèmes d'enfants, des enfants à problèmes - et tous les problèmes de la précarité, de la pauvreté et souvent de la misère. Ce sont elles qui m'ont montré, tirés d'enveloppes ou de sacs en plastique, des papiers auxquels elles ne comprenaient rien, portant sur des affaires d'allocation pour un enfant handicapé, de RSA, de licenciement abusif ou de surendettement... Des enjeux financiers parfois limités - apparemment -, mais énormes pour des mères qui n'ont ni connaissance ni assistance pour faire valoir leurs droits. (...)

J'ai mesuré, à l'occasion de ces consultations improvisées, les conséquences terribles pour une mère célibataire victime d'un licenciement abusif des délais incroyables engendrés par la crise des prud'hommes. Faute de moyens ! Deux ans, trois ans d'attente, ce n'est pas rare à Bobigny si l'employeur condamné fait appel ! A tel point que, ces dernières années, l'Etat a été lui-même condamné plusieurs fois pour retard et déni de justice. (...)

Il y a là, selon vous, un déni de justice ?

A proprement parler oui, aux prud'hommes. Ailleurs, on en est souvent proche. Les magistrats qui traitent les très nombreuses affaires d'accidents du travail aux Tass sont le plus souvent compétents et dévoués. J'en ai vu, en cours d'audience, faire même un vrai boulot de travailleur social, alors que cela aurait dû être effectué en amont. Mais ils sont débordés. Dans les CDAS, c'est pire.

Pour y voir clair, j'ai enquêté à Paris, en province, puis en Suisse, en Belgique et outre-Rhin. Peu de gens savent que les magistrats sont deux fois plus nombreux en Allemagne qu'en France, surtout dans la justice sociale. (...)

"Droits des pauvres, pauvres droits", dites-vous !

La formule n'est pas de moi. "Droits des pauvres, pauvre(s) droit(s) ?", tel est le titre d'un article mémorable du Pr Imbert dans l'austère "Revue de droit public" en... 1989, l'année du bicentenaire que l'on sait. Dans son ironie mélancolique, elle est terriblement juste. Hélas, la France est en retard par rapport à ses voisins européens. En Suisse, les tribunaux du travail sont rapides. En Belgique, les droits des requérants sont défendus au besoin par un auditeur du travail : un parquet

social ! En Allemagne, des syndicalistes siègent et jugent dans les cours d'appel sociales et même jusqu'en cassation ! Pascal écrivait : "Plaisante justice qu'une rivière borne."

Est-ce si difficile de mettre un peu d'ordre dans cette justice-là ?

Non. Pas plus que chez nos voisins. Mais, comme en France peu de gens s'y intéressent, la volonté de réforme est faible. Mon livre est une tentative pour reprendre ce problème à la base. D'abord faire savoir ! (...)

Mais alors comment réformer cette justice sociale ?

La refondre au sein d'un nouvel ordre de juridiction, avec des moyens propres, un parquet social, une visibilité, comme l'avait proposé Laroque. Ce n'est pas une utopie. Cela existe déjà chez nos plus proches voisins. A deux heures de TGV de Paris, à Lausanne ou à Liège, vous trouvez des juridictions bien armées pour la justice sociale. Des affaires expédiées chez nous en dix minutes - ou retardées deux ans - sont soigneusement traitées là-bas en une heure. Les dossiers y sont vérifiés en amont. Les justiciables sont assistés. En Allemagne, ce sont deux ordres parallèles qui existent depuis plus d'un siècle : tribunaux du travail et tribunaux sociaux. Il y a soixante ans, Pierre Laroque proposait que la France choisisse entre ces deux systèmes. Aujourd'hui, le choix reste ouvert. (...)

Propos recueillis par François Bazin

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Prospectives 2014: Comment les experts de la finance imaginent l'année

Le HuffPost | Par Grégory Raymond



Où placer (ou ne pas placer) son argent en 2014. | Getty

Passé le temps de la bûche de Noël et des cotillons, il est temps de retourner dans le dur: que nous réserve l'économie mondiale pour 2014 ? Bien malin celui qui saura prophétiser l'état de la conjoncture. Nous nous sommes tournés vers les experts de la finance pour tenter d'y voir plus clair. Qui de mieux placé qu'une pointure des nous indiquer où il faudra regarder pour faire fructifier son argent (ou éviter d'en perdre).

Selon les experts du FMI, la croissance mondiale devrait atteindre 3,6%. La locomotive que sont les Etats-Unis passera certainement à la vitesse supérieure avec 2,6% de croissance attendue en 2014. La France tournerait quant à elle autour de 1%, toujours selon le Fonds monétaire.

Mais au-delà des chiffres eux-mêmes, le FMI diagnostique un véritable changement de régime de l'économie mondiale qui est entrée dans une "nouvelle phase de transition", souffle son chef économiste Olivier Blanchard. Avec, d'un côté, une baisse de régime des économies émergentes, même si leur taux de croissance reste infiniment plus rapide (respectivement de 4,5% et 5,1% en 2013 et 2014), et, de l'autre, "un renforcement de la croissance des pays avancés", à un niveau qui reste toutefois très faible, surtout en Europe. Voilà pour les statistiques.

Selon les analystes d'ING, parier sur les actions européennes pourrait avoir du sens. Certes, le Vieux Continent n'est pas sorti de son marasme. Mais on estime que les divergences de compétitivité entre les pays de la zone sont en train de se réduire. De l'autre côté, les récentes mesures envisagées par Berlin (comme l'instauration d'un SMIC allemand) pourraient stimuler la demande intérieure. Ce qui devrait

aider les autres pays européens à s'en sortir plus facilement et donc être soutenus sur les marchés.

Le très médiatique économiste Marc Touati se révèle quant à lui très optimiste: "2014 se présente d'ores et déjà sous de bons auspices. En effet, elle devrait être marquée par une croissance mondiale forte, d'environ 4 %" explique-t-il sur son blog. Et la France dans tout ça? Elle peut en profiter mais à une condition: "La question est donc de savoir si les dirigeants du pays auront alors le courage de faire un virage à 180 degrés et de mener enfin les réformes structurelles qui s'imposent depuis vingt ans et qui n'ont toujours pas été mises en place. Si tel est le cas, la France pourra sortir de la crise."

Difficultés à venir pour le pétrole

L'or noir pourrait quant à lui connaître une année difficile. L'Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, s'attend à ce que le marché reste stable au niveau de l'offre, de la demande et des prix. Mais ce subtil équilibre semble difficilement tenable.

L'augmentation de la production mondiale de pétrole, conjuguée à une faible hausse de la demande, risque de mettre les prix du brut sous pression en 2014 et compliquer la tâche de l'Opep (Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole) qui veut maintenir le baril à 100 dollars.

Ainsi, les ambitions démesurées de l'Irak et de l'Iran, l'éventuel rétablissement de la production libyenne et la forte progression de la production de brut américaine pourraient conduire à une surabondance en 2014. La demande, elle, n'est attendue qu'en faible hausse...

Les métaux précieux pas mieux lotis

L'or a dégringolé cette année, enregistrant sa première baisse annuelle depuis l'an 2000 et entraînant dans sa chute l'argent et le platine, seul le palladium terminant l'année stable. Les investisseurs financiers, qui avaient massivement investi dans des fonds adossés sur des stocks d'or au plus fort de la crise financière, se sont en effet détournés du métal jaune à la faveur du redressement de l'économie mondiale en 2013.

Le recul de la consommation indienne de métal jaune, qui a été freinée par les mesures prises par les autorités pour réduire le déficit extérieur du pays, a également desservi l'or. Ce pays a lui tout seul fait considérablement varier le cours.

Pour ce qui est de l'année prochaine, les analystes sont divisés sur les perspectives de l'or et de l'argent. Ceux de Commerzbank tablent sur une hausse de ces deux métaux précieux en 2014, sur fonds de persistance des politiques monétaires ultra-accommodantes pour l'or. Mais les économistes de Barclays estiment qu'il y a plus de risques à la baisse, pointant notamment la faiblesse de la demande indienne pour l'or et l'excédent d'offre pour l'argent.

En 2014, l'électronique va vous aller comme un gant

On savait déjà que Google allait passer la vitesse supérieure avec ses lunettes intelligentes, mais voici qu'Apple devrait aussi se lancer sur ce marché. Oubliez les smartphones et les tablettes, c'est déjà ringard. Désormais, il faut se pencher sur le "wearable computing" (l'informatique intégré aux vêtements). La très attendue montre de la pomme sera vraisemblablement présentée cette année, après les sorties plus confidentielles des produits de Samsung et Sony en 2013.

"L'iWatch", comme on la surnomme déjà, tentera d'offrir de nouvelles perspectives à Apple. Critiqué pour son manque d'innovations, la firme sera chargée d'inventer un nouvel outil et de nouvelles utilisations. Aujourd'hui on évoque la possibilité de recevoir des SMS, consulter ses mails ou encore ses réseaux sociaux. Mais Apple devra faire beaucoup plus fort pour convaincre. Comme on a pu le voir ces derniers mois, de nombreuses pointures en dehors des compétences classiques d'Apple ont été débauchés de grandes entreprises (Nike, Yves Saint-Laurent...): la promesse d'un joujou révolutionnaire?

Google devrait aussi proposer ses fameuses "Glass" au grand public, après une phase de test réservée aux développeurs en 2013. Un magasin d'applications dédiées à cette nouvelle technologie pourrait aussi voir le jour sur le Google Play. Et on murmure aussi que les "Glass" seraient aussi proposées dans les rayons des opticiens.

huffingtonpost.fr

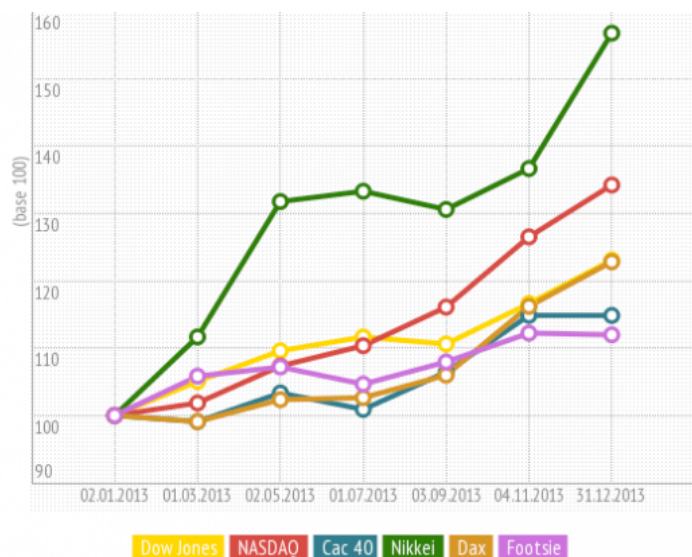
LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Bourse : 2013 aura été un excellent millésime pour les détenteurs d'actions



Par Laure-Emmanuelle HUSSON

Toutes les principales places boursières ont progressé en 2013, sauf une.



Le Nikkei est l'indice qui a connu la plus forte progression en 2013, porté par les mesures de relance Abenomics. (c) Challenges.fr

L'heure des comptes a sonné sur les marchés financiers. Et le bilan de l'année 2013 est très positif. Les principales Bourses mondiales ont progressé au cours de l'année (voir graphique en fin d'article) et certaines ont même battu des records historiques. C'est le cas notamment de l'indice vedette de Wall Street, le Dow Jones, ainsi que celui élargi S&P500, regroupant les 500 plus importantes capitalisations boursières des Etats-Unis.

Tous deux ont respectivement progressé de 23% et 26% au cours de l'année 2013, atteignant ainsi des niveaux inédits. Quant à l'indice NASDAQ, il a augmenté de 34%, retrouvant son niveau d'avant l'éclatement de la bulle Internet au début des années 2000. De bons résultats rendus possible par la politique monétaire accommodante menée par la Fed tout au long de l'année mais qui devrait se tarir peu à peu en 2014.

La meilleure performance de l'année se trouve de l'autre côté du Pacifique. L'indice Nikkei a bondi de près de 57% sur un an, porté par le plan de relance lancé par le Premier ministre japonais Shinzo Abe et la chute du yen. Ces mesures pour la croissance, surnommées "Abenomics" comprennent des dérégulations pour relancer l'investissement des entreprises, 70 milliards d'euros de nouvelles dépenses et un assouplissement monétaire. Des mesures qui ont réussi à la Bourse de Tokyo puisque elle a retrouvé son niveau d'avant la crise financière de 2008-2009 et a terminé l'année au plus haut depuis 6 ans.

Concernant les Bourses européennes, elles ont terminé largement dans le vert en 2013. Le Footsie britannique a augmenté de 12%, le Cac 40 de 15% et le Dax allemand de 23% entre le 2 janvier et le 31 décembre 2013. Malgré des performances moins élevées, les esprits sont à la fête. La Bourse de Londres a enregistré en 2013 sa plus forte progression annuelle depuis 2009. A Francfort, la Bourse a battu son record historique. L'année 2013 marquera aussi le franchissement du seuil des 4.000 points pour l'indice parisien, une première depuis juillet 2011.

L'Ibex à Madrid a progressé de 21% et le Mib à Milan de 16%.

Seule ombre au tableau, la Bourse de Shanghai qui a perdu près de 7% en 2013. En cause? Les crises de liquidités dans le système bancaire ainsi que le ralentissement de l'économie chinoise qui inquiètent les investisseurs.

challenges.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Municipales: le PS "résistera mieux qu'on ne le dit" assure Cambadélis



Le député Jean-Christophe Cambadélis a assuré jeudi que le Parti socialiste "résisterait mieux qu'on ne le dit" aux élections municipales de mars et qu'il ferait "mieux" qu'en 2009 aux européennes de mai.

© Remy Gabalda

Le député Jean-Christophe Cambadélis a assuré jeudi que le Parti socialiste "résisterait mieux qu'on ne le dit" aux élections municipales de mars et...

Le député Jean-Christophe Cambadélis a assuré jeudi que le Parti socialiste "résisterait mieux qu'on ne le dit" aux élections municipales de mars et qu'il ferait "mieux" qu'en 2009 aux européennes de mai.

Interrogé sur France Info au sujet de ces deux rendez-vous électoraux, le député de Paris a répondu: "le PS résistera mieux qu'on ne le dit, il y aura sûrement des gains inattendus" aux municipales.

"Quant aux européennes, nous ferons mieux que la fois précédente (16,8% en 2009, ndlr), vous me direz que c'est pas difficile, mais c'est quand même nécessaire pour avoir une majorité au Parlement européen qui soit une majorité de gauche", a-t-il dit.

publicsenat.fr

VI) Lefebvre se démarque de l'UMP et encourage Hollande à concrétiser ses résolutions



«Ne jouons pas simplement la défaite de Hollande pour gagner dans quelques années. Prenons au mot le président de la République avec une opposition moderne», affirme Frédéric Lefebvre. Crédits photo : François BOUCHON/Le Figaro

À droite, le député UMP des Français de l'étranger est l'un des rares à ne pas critiquer les engagements pris par le président de la République lors de ses vœux télévisés du 31 décembre.

« Cette rupture annoncée est une opportunité pour le pays. Je souhaite que l'opposition change de braquet. Ne jouons pas simplement la défaite de Hollande pour gagner dans quelques années. Prenons au mot le président de la République avec une opposition moderne. À nous de faire des propositions plus audacieuses, plus puissantes et plus fortes que la celles de la majorité.» Frédéric Lefebvre s'est clairement démarqué au sein de sa propre famille politique, mercredi 1er janvier, en mettant au défi François Hollande de transformer ses «résolutions» en réalisations concrètes.

Considérant que de tels vœux télévisés annoncent un «changement de politique», le député UMP confie au Figaro que cela devrait se traduire soit par un «changement de la politique» conduite par Jean-Marc Ayrault soit carrément pas un «changement de premier ministre.» Aussi, se posant en observateur des «atouts» et des «handicaps» du pays, depuis sa position de député de la première circonscription des Français établis hors de France, il ajoute: «Quand je dis chiche pour la baisse d'impôts, je rappelle la proposition de règle de platine que nous faisons avec mon think-tank Nouveaux Horizons, pour créer une sorte de bouclier fiscal collectif fixant un plafond maximum de prélèvements obligatoires aligné sur la moyenne des prélèvements obligatoires

européens, soit 39,9 % contre le record historique atteint par la France aujourd'hui à 46,5 %.»

L'ancien ministre de Nicolas Sarkozy affirme d'ailleurs défendre une autre solution que celle prônée selon lui par certains membres de sa famille politique tels Bruno Le Maire, François Baroin ou Valérie Pécresse. «Ils se contentent de parler de stabilité et ne croient pas à la promesse d'une décrue fiscale. Moi, j'y crois. Regardons ce qui s'est passé au Canada dans les années 90 avec Jean Chrétien. C'était du volontarisme. C'est exactement ce qu'a décrit le président dans ses vœux mardi. Maintenant, le vrai sujet est la mise en œuvre d'une baisse massive de la dépense publique.» Se disant prêt à réitérer son soutien comme il le fit en faveur du texte de Benoît Hamon sur la consommation dont il avait la charge dans le gouvernement Fillon, le député UMP affirme qu'il «n'hésitera pas à voter» certaines pistes si celles-ci lui semblent «nécessaires».

Frédéric Lefebvre redoute de voir «se dessiner des stratégies de division» entre l'UMP et le centre alors qu'«il y a besoin d'unité. Il va même plus loin, en défendant l'idée «d'ouverture»: «Sur certains sujets stratégiques pour le pays, on doit pouvoir faire une unité entre la droite et la gauche. Ce n'est pas quelque chose qui m'effraie et je pense que c'est ce qu'attendent profondément les Français.» «Évidemment, je n'ai pas la même vision économique et politique que François Hollande mais on ne peut pas faire de la politique en passant par pertes et profits les intérêts du pays», ajoute-t-il, «ce serait dix années de perdues pour la France».

lefigaro.fr

Etre français et européen est une chance qu'il faut saisir

LE MONDE

Et si la France cessait de broyer du noir ? Si elle en finissait avec l'autoflagellation ? Si elle rompait avec ce désenchantement lancinant qu'elle semble s'inspirer à elle-même ? C'est le souhait de François Hollande. Son vœu pour 2014. Le chef de l'Etat l'a résumé en trois phrases lors de son allocution télévisée du 31 décembre : « Plus que jamais, il faut aimer la

France. Rien n'est pire que le dénigrement de soi. Etre lucide n'a jamais empêché d'être fier. »

Le diagnostic du chef de l'Etat est juste. L'histoire l'a montré : il n'est jamais bon que les nations soient saisies d'un doute existentiel irrationnel ; il n'est jamais souhaitable de voir le sentiment de déclassement l'emporter ; ce n'est pas sur le terreau du déclin que se forge un destin. Pour une nation, la haine de soi – parce qu'elle n'est souvent que l'autre face de la jalousie à l'égard des autres – peut être un poison mortel. Si le chef de l'Etat a raison, c'est aussi parce que son appel au ressaisissement est balisé. La fierté nationale est aux antipodes du repli hexagonal. Un siècle après le début de la guerre de 1914-1918 et en cette année d'élections européennes, elle s'inscrit dans une ouverture aux autres et dans le projet européen. « Ce n'est pas en défaisant l'Europe que l'on fera la France de demain. C'est en la renforçant qu'elle nous protégera davantage. Et je ne laisserai pas faire ceux qui nient l'avenir de l'Europe, qui veulent retourner dans les vieilles frontières, en pensant qu'elles les mettraient à l'abri, qui veulent sortir de l'euro. »

Le message est très politique. Il est le révélateur des spectres que le président de la République, en proie à une impopularité record, veut chasser. Au premier chef, celui du Front national. Quoique jamais nommé, le parti d'extrême droite, au plus haut dans les sondages, était en toile de fond des vœux du 31 décembre. Ne pas laisser le FN préempter le thème de la fierté nationale, en faire même au contraire le fossoyeur de la grandeur de la France : voilà la logique qui a semblé animer François Hollande. On pensait en l'écoutant à ce qu'avait dit Manuel Valls de Marine Le Pen le 23 septembre 2013 : la présidente du FN, avait déclaré le ministre de l'intérieur, « n'aime pas la France ».

Pour être totalement convaincant, le président devrait préciser sa pensée. Quand il appelle la France à être « lucide » sur elle-même, nul ne peut être en désaccord. Mais l'injonction est étonnante de la part d'un homme qui s'est toujours refusé à tenir un clair discours de vérité sur l'état du pays. Dès l'automne 2012, le constat lucide sur le déclin de la France a été fait par le rapport Gallois, mais il faut l'incarner politiquement. Pas pour se lamenter mais en prenant des mesures de redressement efficaces et solidaires, qui ne soient pas homéopathiques.

Il en va de même pour l'Europe. Pour que l'ode du président ne soit pas incantatoire, un projet précis doit être présenté. « Je prendrai dès le printemps prochain des initiatives avec l'Allemagne pour donner plus de force à notre Union », s'est engagé le chef de l'Etat lors de ses vœux. Il est plus que temps. « Oui, c'est une chance d'être français dans le monde d'aujourd'hui », a dit François Hollande. Si être français et européen est une chance, il faut

lemonde.fr

VII) « Je ne voterai plus socialiste »

Par Mathieu Magnaudeix

Mediapart s'est installé une semaine dans l'Ariège, un des départements les plus socialistes de France. Dans cette terre industrielle et rurale violente par la crise, les électeurs de gauche oscillent entre gros doutes et colère. Ici la droite est quasi inexistante. Le Front national est en embuscade. Premier volet d'une série de trois reportages.

Dans l'annuaire téléphonique, bien des noms sont d'origine espagnole, avec des “ez” et des “o” à la fin. Lors de la guerre civile espagnole (1936-39), Lavelanet, prospère cité textile au pied des Pyrénées, fut un refuge pour beaucoup de républicains. Fuyant le franquisme, ils rejoignirent certains de leurs compatriotes arrivés des décennies plus tôt. Aujourd'hui, cette terre d'immigration (après les Espagnols, il y eut les Maghrébins) fait partie des villes convoitées par le Front national.

Ici, comme dans le reste de l'Ariège, on a presque toujours voté à gauche. Dans ce département pauvre, rural et industriel, marqué par un socialisme laïque et républicain, le PS reste hégémonique, le PCF conserve quelques beaux restes. À chaque élection nationale, l'Ariège est un des départements les plus socialistes de France. Lors de la dernière présidentielle, certains villages ont voté Hollande au premier tour à 50, 60, voire plus de 70 %.

À Lavelanet, le baron local s'appelle Jean-Pierre

Bel. C'est ici que l'actuel président socialiste du Sénat, très proche de François Hollande, a entamé sa carrière politique. En 2001, il reprend la ville, brièvement conquise par la droite. Il en fera son marche-pied vers les hautes sphères de l'État.

Mais pour les habitants, hormis la fierté passagère de voir l'un des leurs intégrer le cercle des puissants, l'ascension de Jean-Pierre Bel n'a pas changé grand-chose. En trente ans, Lavelanet a perdu des milliers d'emplois et 3 500 habitants. Le centre-ville, ses vastes allées, la grande esplanade bétonnée au-dessus de la rivière : c'est le décor tout entier qui est devenu trop grand. Un actif sur quatre est au chômage. Le textile a disparu. La mécanique de pointe, elle, se porte très bien. Mais elle n'emploie pas la main-d'œuvre locale, pas assez qualifiée.



La rue de Verdun, ancienne artère commerçante de Lavelanet, sinistrée © M.M.

Ici, François Hollande a réuni 33,76 % au premier tour de la présidentielle, loin devant Marine Le Pen, puis Nicolas Sarkozy. Le chef de l'État a toujours des partisans. Comme Ariel Nunez, patron d'une petite entreprise de vente d'articles de pêche par correspondance, aficionado du “Che” et vieil ami de Jean-Pierre Bel, qu'il voit le week-end. « Hollande, c'est un super mec, moi je me régale... Bon, c'est vrai qu'il a un problème : cette image qui lui colle à la peau depuis les Guignols de l'Info (qui présentent Hollande en personnage jovial mais un peu demeuré, ndlr). Il fait le max. Il suffit que le chômage baisse et il va remonter... »

Ancienne déléguée CGT de la grande usine Roudière, fermée au début des années 1990, aujourd'hui à la retraite après des années de petits boulots, Maria n'est pas transportée, mais elle excuse le chef de l'État. « Hollande hérite de ce qui s'est passé avant lui. Vraiment, je le plains... »



Maria Lopez, ex-déléguée CGT de l'usine textile
© M.M.

Parmi ceux qui ont glissé un bulletin Hollande dans l'urne, beaucoup commencent tout de même à perdre patience. Pierre, restaurateur au look rocker (le prénom a été changé), a voté Mélenchon au premier tour, Hollande au second. « Le changement, on l'attend... Il faudrait une révolution, il n'y a que ça... », tonne-t-il, en colère derrière son comptoir.

Geneviève Lagarde, infirmière à domicile de 53 ans (Hollande au second tour, « plus à gauche au premier »), ne cache pas son désarroi. « Il y a eu un moment d'espoir, mais là, c'est le statu quo. Je ne vois pas ce qui a changé. » Elle peste contre les « dissonances au gouvernement », l'abandon de l'écotaxe (« une bonne chose, il ne fallait pas reculer même si c'est mal perçu »), « les grosses fortunes dans lesquelles on ne tape pas alors qu'on rogne les revenus des petits salaires et des retraités ». « En voulant ménager la chèvre et le chou, on n'arrive à rien ! À force de reculer, à chaque fois, ils se discréditent. Ça me fait de la peine. Les gens de gauche comme moi, on est désorientés. » Aux européennes, Geneviève ne votera pas PS : « Pas contre eux, mais pas pour eux non plus », résume-t-elle.

« Je cherche juste un boulot, moi, n'importe quoi », peste Mourad, 27 ans, qui traîne au PMU près de l'agence Pôle emploi et n'aime pas beaucoup parler politique. « Mais c'est pas facile avec ma tête et ma barbe. Hollande dit que le chômage s'est inversé, mais c'est parce que tout le monde

Sur le vaste parking du centre-ville, je croise Marie-France, 37 ans, mère seule avec deux enfants, vendeuse en pointillé. Dans le passé, elle a voté Mitterrand, elle sèche les urnes depuis. « En fait, on n'a jamais autant parlé politique avec

la famille et les amis depuis que Hollande a été élu. » Avec ses proches, Marie-France ne commente pas la politique du président (ni mieux ni pire que Sarkozy, dit-elle). Ce qui l'obsède, c'est le style de ce chef de l'État qu'elle ne voit qu'à la télé. « Il ne fait pas président... il n'est pas rassurant... quand on parle de lui, on rigole » :



Lavelanet. Statue de Jaurès devant la mairie. © M.M.

« Ici tout le monde est socialiste, mais c'est drôle : plus personne ne l'a voté ! » s'amuse une mamie « de droite ». « Il y a une grande déception, admet le maire de Lavelanet, Marc Sanchez, qui a succédé à Jean-Pierre Bel à la mairie. Les gens attendent d'abord du travail. La courbe du chômage s'est peut-être inversée, mais nous on ne voit rien. À la rentrée, j'ai croisé beaucoup de retraités mécontents de devoir payer pour la première fois plusieurs centaines d'euros d'impôt. Les nouveaux rythmes scolaires, on y est passé, mais ce n'est pas simple, et encore plus difficile pour les petites communes. En fait, c'est assez dur d'expliquer ce que fait le pouvoir. »

« Les gens ont voté Hollande d'abord pour se débarrasser de Sarkozy », abonde l'ancien député européen PS Michel Teychenné, actuel chef de l'opposition municipale à Pamiers, la capitale économique de l'Ariège, une des rares communes aux mains de la droite dans le département. « Il y a une très forte attente sur les retraites, le pouvoir d'achat, le chômage. Aujourd'hui, l'impression domine que la politique économique menée est à peu près la même que celle du gouvernement précédent. Nos concitoyens trouvent qu'on leur dit un peu trop "paie, paysan" ! Ils ne voient pas le bout du tunnel », analyse ce proche du ministre de l'éducation Vincent Peillon.

Près de Pamiers, dans cette basse Ariège devenue

la grande périphérie de Toulouse, les lotissements sortent de terre les uns après les autres. La Tour-du-Crieu (photo) est un de ces villages champignons au bord de l'autoroute entre Toulouse et Foix. Il attire la petite classe moyenne en quête d'un pavillon.



Lotissement neuf à La Tour-du-Crieu © M.M.

Il est midi ce vendredi de décembre et Émilie, aide-soignante de 30 ans, rentre du travail. Avec son compagnon, elle habite un petit pavillon blanc tout neuf, entouré d'une mince langue de gazon. « Hollande ? No comment. » Émilie a voté pour lui aux deux tours. En 2007, elle avait choisi Sarkozy. « J'y avais un peu cru. Ça fait deux fois que je me penche sérieusement sur le truc, et deux fois que ça me déçoit. » La politique ne l'intéresse plus vraiment, elle « coupe » souvent la télé. « Tout ça donne vraiment envie de faire juste son petit bout de chemin, chacun de son côté. » « Ce ne sera pas mon cas, mais je comprends que les gens aient envie de se faire entendre en votant FN. Le manque de travail pour les jeunes, ces retraités dont je m'occupe qui vivent parfois dans la misère... c'est honteux. »

« Je ne voterai plus socialiste, c'est clair », dit Jean, ex-cadre à La Poste, aujourd'hui retraité. Jean, famille de gauche, a milité au PS. Il en est revenu. « Je suis déçu depuis de nombreuses années mais là... il y a beaucoup de promesses non tenues, ça entraînera de nombreuses déceptions. On nous avait dit par exemple que la TVA, promis juré, on ne ferait pas ça... Ce qu'ils disent est contredit dans les jours qui suivent. Je ne crois plus en rien de leur part. »

« Hollande est beaucoup plus réactif sur les problèmes militaires que sur les problèmes qui concernent les Français, le chômage, la crise. Veut-il faire diversion ? Je ne sais pas », poursuit Jean.

« Gauche de droite »

À Lavelanet, le Front national est très peu visible. Thérèse Aliot, la secrétaire départementale (qui est aussi la mère du vice-président du Front national et compagnon de Marine Le Pen, Louis Aliot), s'y est déjà présentée aux cantonales de 2011. À la presse locale, elle affirme pouvoir monter une liste aux municipales dans la « ville du futur ex-président du Sénat, cela aurait valeur de symbole », même si trouver une trentaine de personnes prêtes à s'afficher sur une liste FN va être compliqué. À Pamiers, le FN, qui a fait fort aux cantonales, présentera aussi une liste. Le score du parti d'extrême droite aux européennes inquiète les socialistes locaux. « Le FN va flamber », s'inquiète Michel Teychenné.

Guillaume Eychenne, 33 ans, patron du «CaféIn», un des rares bars du centre-ville de Lavelanet, prédit lui aussi un printemps compliqué pour la gauche. « Les socialistes, ça va leur faire bizarre : les gens vont voter "ailleurs". Il y a plus de racisme. Et pourtant, ici pas grand-monde n'est réellement français ! Des électeurs habituels de la gauche sont en train de basculer à l'extrême droite. Même des gens dont les parents sont espagnols ! Et puis les Portugais sont entre eux, les Arabes sont entre eux... »



Guillaume Eychenne, patron du "CaféIn" de Lavelanet © M.M.

Carolynne, 32 ans, est le cas type de ces électeurs perdus par la gauche. Tous les jours, cette brune aux faux airs de Valérie Lemerchier vient voir les offres « au Pôle emploi ». Elle traîne avec elle un épais dossier jaune : elle est sérieuse, veut le montrer, pas comme ceux « qui se contentent de 400 euros par mois ». « Je ne veux pas être... comment ça s'appelle... dépendant, accroché à la société, ceux qui ont les bons alimentaires, la mutuelle payée, les docteurs gratuits, les bons

pour l'essence, les œuvres humanitaires. Quand je travaille je suis la plus heureuse du monde. Moi je dis "Si tu veux bouffer, travaille" ! » En ce moment, pourtant, elle galère. Ancienne agent de sécurité reconvertie dans les ambulances, Carolyne vivait à Toulouse, s'est séparée de son petit ami, vit désormais chez sa mère pour économiser la garde de ses trois enfants. « Pour que je trouve du travail, faudrait aller à Toulouse, dans l'Aude... mais faut mettre les sous dans l'essence. »

La politique ? À l'origine, Carolyne était « PS, de gauche ». Des années après, elle n'a toujours pas compris que Ségolène Royal, une fois la présidentielle de 2007 perdue, explique qu'elle ne croyait pas à une partie de son programme (le Smic à 1 500 euros brut, la généralisation des 35 heures). En 2007, elle avait voté Sarkozy. Puis elle a voulu s'en débarrasser: Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle, Hollande au second. Elle regrette. « Ce président, c'est un clown. Il a une mauvaise présentation. C'est un pauvre type, ce mec », dit-elle en tordant la bouche. Désormais, elle vote Front national. « Maintenant je suis assez définie sur ma politique. » Elle baisse la voix, regarde autour. « Ça ne se dit pas ici. » Elle se pose tout de même plein de questions. « Je n'ai pas toujours voté pour le Front national parce que je suis quand même humaine. Faut penser au passé, les immigrés, on était bien contents de les avoir... »



Régine Authié, maire de Nalzen © M.M.

Sur la route entre Lavelanet et Foix, perché à 600 mètres de haut, le village de Nalzen (123 habitants) fait partie des 19 communes de l'Ariège (sur 332) à avoir placé Marine Le Pen en tête de la présidentielle. « J'ai été surprise, raconte Régine Authié, la maire (sans étiquette). Nous n'avons eu ici qu'une famille de Marocains, c'était il y a longtemps et ça s'est très bien passé avec

eux. » Selon elle, le vote FN dans son village est d'abord « l'expression d'un ras-le-bol général, des politiques de droite comme de gauche ».

Pour les européennes, elle prévoit un « ras-le-bol "plus" ». « La gauche, ce n'est plus ce que c'était... c'est une gauche de droite ! On nous serre la vis de partout, et pour aider les communes, c'est de plus en plus serré. » Aux municipales de mars, la maire ne se représentera pas, histoire de profiter de la retraite. « Je ne sais même pas si mon successeur va arriver à faire une liste de onze personnes. Les gens sont démotivés. Ils se désintéressent de la chose publique. »

Prochain volet de notre série de reportages dans l'Ariège : « Ici, c'est Chicago »

mediapart.fr

A suivre...
La Presse en
Revue

BONNE ANNEE 2014